

Discours de BARBION Philippe, Président de l'intersectorielle de Charleroi au congrès FGTB de ce vendredi 17 mai 2019.

Aujourd'hui, je vous parle en tant que Président intersectoriel des services publics de Charleroi.

Actuellement sur Charleroi, nous avons la chance que le combat des techniciennes de surface soit très bien médiatisé mais comme je l'ai déjà dit, ce n'est que la pointe de l'iceberg qui cache une misère plus profonde dans tous les services.

Aujourd'hui, par similitude, je dirais que le combat des agents communaux de Charleroi est la pointe de l'iceberg des services publics (premier pouvoir d'achat, disent certains).

Force est de constater que tous les points de rupture que nous avons mis en place ont été largement dépassés et que rien n'a fait bouger les lignes. Camarades, si rien n'est fait, les services publics sont en voie d'extinction.

Malgré les beaux discours de nos femmes et nos hommes politiques que nous croisons au quotidien, entre les paroles et les actes, il y a un monde de différence car nos interlocuteurs dans les services publics, sont ceux qui, dans les reportages télé, sourient et sont de bonne composition pour faire bien mais qui font la gueule en réunion de concertation parce qu'ils ne veulent rien lâcher pour les travailleurs.

Quand je lis les sondages effectués par sud presse hier, je me dis que, si les partis de gauche au lieu de chercher ce qui les sépare, cherchaient ce qui les rapproche et mettaient en place la moitié de ce qu'ils proposent, je serais un permanent heureux.

Mais il faut aussi leur rappeler, qu'au-delà de venir manifester avec nous pour un salaire minimum de 14euros, ils devraient l'appliquer dans les administrations qu'ils dirigent.

Aujourd'hui dans les services, l'AIP n'a que très peu de retombée mais quand on interpelle nos autorités sur le pouvoir d'achat ou les travailleurs pauvres, ça ne les émeut pas beaucoup, la preuve

- Dans les prisons, ils veulent le service minimum alors que les agents sont déjà au minimum tous les jours par manque de travailleurs ;
- Les TEC sont menacés du service minimum et de privatisation parce qu'ils sont solidaires dans les actions interprofessionnelles ;
- Le service minimum appliqué aux cheminots malgré un protocole de désaccord ;
- Manque d'enseignants et de locaux décents pour mener à bien leurs projets pédagogiques ;
- Nos soins de santé sont en danger et de moins en moins accessibles grâce à Maggie DE BLOCK ;
- Mise en concurrence de la poste avec pour résultats : moins de bureaux de poste, bientôt moins de passages pour déposer notre courrier et engagement à outrance de travailleurs intérimaires ;

- Les finances sont en sous-effectif, ce qui est tout profit pour les grandes multinationales qui ne sont plus surveillées et qui ouvrent les portes à l'évasion fiscale ;
- Les régies communales ou nos intercommunales qui, grâce aux communes associées, peuvent garder des missions de services publics mais manquent de financement ;
- Aujourd'hui, le Ministre JAMBON a voté une loi pour faire garder les casernes de nos militaires par des sociétés privées ;
- Les zones de secours doivent se battre au quotidien pour maintenir un nombre d'agents présents le matin pour pouvoir accomplir leurs missions ;
- Nos policiers sont en sous-effectif chronique et ils n'arrivent plus à remplir leurs missions au jour le jour et croulent sous les innombrables missions ;
- La justice qui ne sait plus être rendue par manque de magistrats et de personnels mais aussi qui doivent travailler dans des bâtiments vétustes ;
- Nos OIP : l'AVIQ / le FOREM / ONE / SWL / SWDE / FEDASIL / FAMIWAL / la CAPAC / l'ONEM.
- Nos belles provinces, outils publics mal connus mais très appréciés mais que certains veulent faire disparaître par idéologie ;
- Nos CPAS croulent sous les demandes de nouveaux dossiers qui explosent et tout ça sans engagement de personnels ;
- Nos communes se serrent la ceinture et ne peuvent plus rendre un service correct à la population ;
- Nos médias pour qui les budgets sont aussi rabetés et où les agents statutaires deviennent des pièces de collection ;
- ORES est en grève actuellement pour obtenir des avancées salariales bien méritées.

Nos femmes et nos hommes politiques qui sont nos employeurs font des économies sur le dos des travailleurs, la masse salariale est devenue le curseur pour équilibrer les budgets. Ils ne remplacent qu' 1 travailleur sur 3 voire sur 5, ils diminuent les points APE voire ils les suppriment à la province et au FOREM pour les asphyxier et les mettre en difficultés.

Cette semaine encore j'étais en négociation dans une commune qui avait à l'ordre du jour la suppression de la prime de fin d'année pour équilibrer ses finances communales.

Camarades nos/vos services publics sont en grand danger et quand ils auront disparus, il sera trop tard. Ne nous laissons pas endormir par de belles promesses !!!

Pourquoi ne pas organiser une journée nationale dynamique des services publics pour mettre en avant tous ensembles toutes nos missions et leurs utilités.

Démontrons que sans nous la vie de beaucoup de citoyens serait différente et qu'ils seraient privés, par manque de moyens, de beaucoup de choses essentielles dans leur quotidien.